

Le Maghreb

La région du Maghreb représente un marché de 894 millions de dollars pour les fournisseurs canadiens de produits et de services. Ces dernières années, la région dans son ensemble a fait des progrès notables dans le domaine de la libéralisation des échanges commerciaux et s'est beaucoup ouverte au commerce et aux investissements étrangers. Tous les pays du Maghreb se sont employés à favoriser l'investissement étranger et à améliorer l'accès à leurs marchés. Le programme pour l'Afrique, mis en place par le G8, peut aussi contribuer beaucoup au développement du commerce entre le Canada et la région.

Algérie

Après avoir engagé des réformes réglementaires qui auront permis d'ouvrir divers secteurs aux investisseurs étrangers (les mines et les télécommunications notamment), l'Algérie a entrepris une vaste campagne de privatisation et de modernisation.

Le groupe de travail pour l'accession de l'Algérie à l'OMC a été institué en 1987 et s'est réuni pour la deuxième fois le 7 février 2002. La troisième rencontre doit se tenir à la fin d'avril 2002, moment où devraient être entamées les négociations bilatérales sur l'accession. Les négociations en vue de la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne se sont terminées avec succès en décembre 2001, et l'entente a été paraphée par les deux parties le 19 décembre.

Les priorités en matière d'accès aux marchés pour l'année à venir comprendront entre autres un soutien à la demande d'accession à l'OMC de l'Algérie ainsi qu'aux négociations bilatérales connexes.

Maroc

Le Maroc est membre de l'OMC depuis janvier 1995. L'économie marocaine traverse une période de transition en ce que le Fonds monétaire international a encouragé les pouvoirs publics à y entreprendre tout un éventail de réformes économiques. Ces réformes devraient permettre de moderniser l'économie et de favoriser l'accès aux marchés. Le Maroc est actuellement à négocier des accords de libre-échange avec ses voisins. En 2000, le Maroc a conclu un accord d'association avec l'Union européenne.

Libye

L'Organisation des Nations Unies a suspendu ses sanctions contre la Libye en avril 1999. Le Canada a ouvert une ambassade à Tripoli en avril 2001 pour nouer des liens politiques et commerciaux avec ce pays. Le personnel de

l'ambassade se tient à la disposition des représentants d'entreprises canadiennes pour répondre à toute question qu'ils pourraient avoir au sujet de l'accès au marché.

Tunisie

La Tunisie prend des mesures concrètes pour libéraliser ses échanges commerciaux. Elle est le premier pays du Maghreb à avoir signé un accord d'association avec l'Union européenne et elle a engagé des négociations en vue de conclure des accords de libre-échange avec, entre autres, l'Union du Maghreb arabe, la Jordanie et l'Égypte. Pour promouvoir l'investissement étranger, la Tunisie a amorcé un grand nombre de réformes structurelles et réglementaires, dont la création de zones de libre-échange et la modernisation de ses infrastructures. Elle a également mis en œuvre un vaste programme de privatisation. Depuis 1987, plus de 100 entreprises publiques ont été privatisées.

Afrique du Sud

Aperçu

À la suite de sa première élection démocratique en 1994, l'Afrique du Sud de l'après-apartheid continue à subir des transformations tant sociales qu'économiques. Fort de l'appui que lui témoigne la communauté internationale, Thabo Mbeki, successeur du président Nelson Mandela, maintient une politique monétaire et une discipline financière rigoureuses. L'économie sud-africaine repose sur des fondements économiques solides, quoique la valeur du rand (monnaie de l'Afrique du Sud) a beaucoup baissé ces dernières années par rapport au dollar et à la livre britannique en raison, d'une part, de la méfiance des investisseurs vis-à-vis des économies émergentes et, d'autre part, de la décision des autorités sud-africaines de ne pas protéger leur monnaie. La croissance économique a été plus lente en 2001 qu'en 2000 et cela en raison principalement de la diminution de la production agricole et de la faiblesse de la croissance dans les secteurs minier et manufacturier. En 2002, on s'attend à ce que la croissance économique soit faible durant la première moitié de l'année (les exportations sud-africaines ont reculé sous l'effet du ralentissement économique mondial, lequel a été aggravé par les événements du 11 septembre), mais elle devrait se redresser quelque peu dans la seconde moitié de 2002 quand reprendront l'investissement étranger direct et la demande de produits exportés. Dans l'ensemble, on s'attend à ce que le PIB progresse faiblement en 2002, mais plus vigoureusement en 2003, quand la demande d'exportations sera relancée.